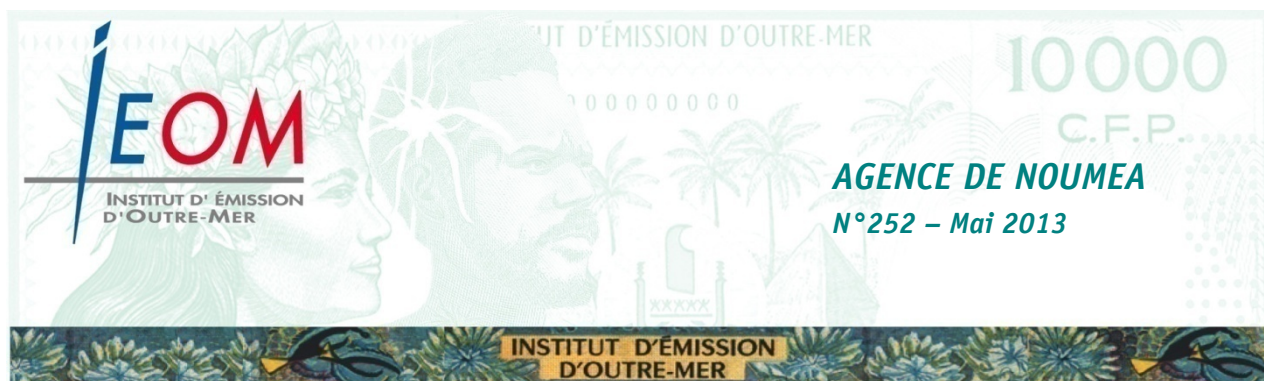




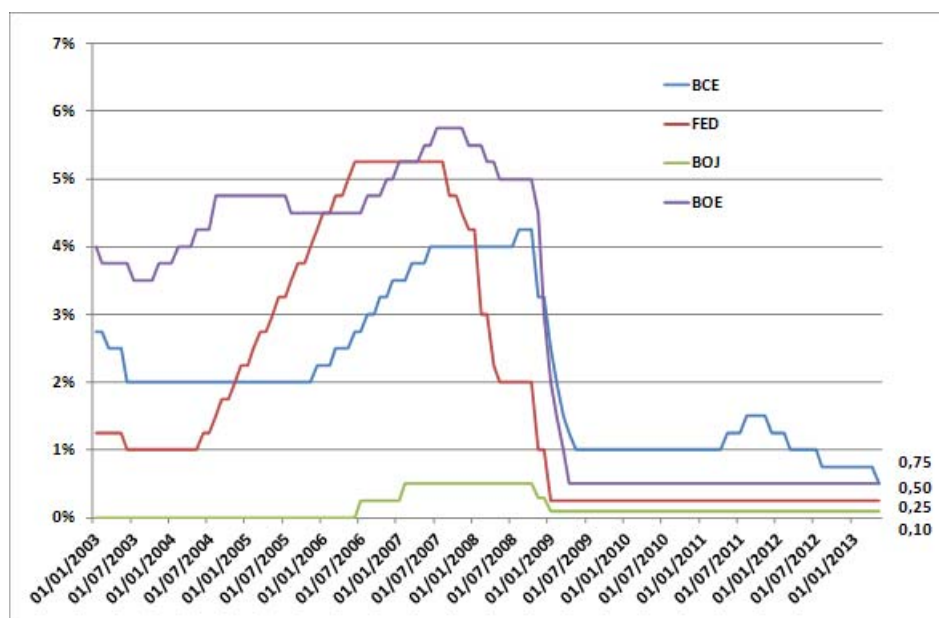
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE baisse ses taux directeurs

Lors de sa réunion du 2 mai 2013 à Bratislava, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,50 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Ces décisions sont compatibles avec de faibles tensions inflationnistes sous-jacentes à moyen terme. Les anticipations d'inflation pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et du crédit demeurent atones. Dans le même temps, la morosité du climat des affaires a persisté au printemps de cette année. La baisse des taux d'intérêt devrait contribuer à soutenir les perspectives d'une reprise se produisant plus tard dans l'année ». M. Draghi a également indiqué que « Afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à réduire la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro et de renforcer la capacité de résistance des banques quand cela s'avère nécessaire (...). En particulier, le Conseil des gouverneurs insiste sur le caractère crucial du futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et d'un mécanisme de résolution unique (MRU) dans le processus de retour vers un système bancaire intégré. Ces deux mécanismes doivent donc être mis en place rapidement ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Nouvelle augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit, fin mars 2013, à 3 224 600, en augmentation de 1,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+36 900 personnes). Sur un an, il progresse de 11,5 %. Cette hausse est la 58^e enregistrée depuis mai 2008.

Nouveau record du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'élève à 12,1 % en mars 2013 après 12,0 % en février. Il était de 11,0 % en mars 2012. Les taux de chômage les plus faibles parmi les Etats membres sont enregistrés en Autriche (4,7 %), en Allemagne (5,4 %) au Luxembourg (5,7 %) et les plus élevés au Portugal (17,5 %), en Espagne (26,7 %) et en Grèce (27,2 % en janvier 2013).

Inflation

Hausse des prix en France au mois de mars

L'INSEE a publié, le 11 avril, l'indice des prix dans la grande distribution. Il en ressort qu'« en mars 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) croît de 0,8 %, après avoir augmenté de 0,3 % en février. Sur un an, il s'accroît de 1,0 % en mars, comme en février. En mars 2013, la hausse des prix provient, pour l'essentiel, de celles des produits manufacturés après la fin des soldes d'hiver et, dans une moindre mesure, de celles de certains services liés aux vacances d'hiver ainsi que de l'augmentation saisonnière des prix des produits frais. *A contrario*, les prix de l'énergie, notamment ceux des produits pétroliers, se sont repliés en mars. »

La hausse des prix dans la zone euro ralentit sensiblement et s'éloigne de la barre des 2 %

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,2 % par Eurostat en avril 2013, en baisse par rapport au mois de mars 2013, où il était de 1,7 %. Les prix de l'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac progresseraient le plus fortement (2,9 %), suivis par ceux des services (1,1 %), de l'énergie et des biens industriels (hors énergie).

Actualités législatives

Projet de loi relatif à la consommation

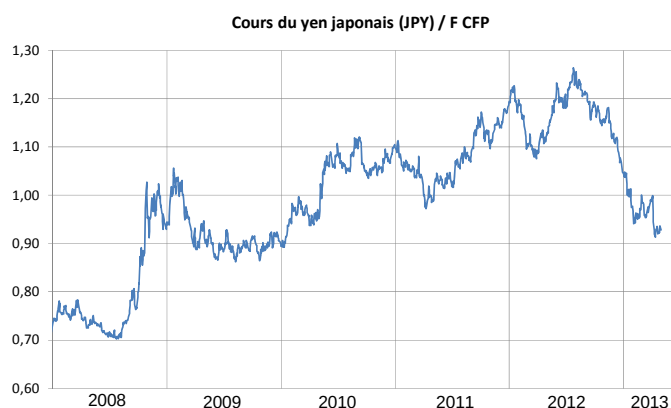
Le projet de loi relatif à la consommation a été présenté en Conseil des ministres le 2 mai 2013. Il vise notamment à mettre en œuvre de nouvelles mesures pour lutter contre le surendettement des ménages. Le crédit renouvelable sera mieux encadré. Le Gouvernement va par ailleurs adresser une demande d'avis au Conseil d'Etat pour préparer un amendement du Gouvernement visant à instaurer un registre national des crédits. Ce registre a pour vocation de responsabiliser le prêteur au moment d'octroyer un nouveau crédit en donnant accès à une vision fidèle et exhaustive des emprunts déjà contractés par le consommateur.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/consommation>

2 – Actualité régionale

Mise en œuvre des nouvelles cibles de la politique monétaire expansionniste du Japon

Le Conseil de politique monétaire (CPM) du 26 avril a annoncé que la Banque du Japon (BoJ) mettrait en œuvre les opérations monétaires nécessaires de manière à ce que la base monétaire progresse de 60-70 trillions de yen en rythme annuel. La BoJ vise un doublement de la base monétaire d'ici la fin de 2014, ce qui devrait permettre une remontée de l'inflation vers sa nouvelle cible de 2 %.



Abaissement de la note souveraine de la Chine

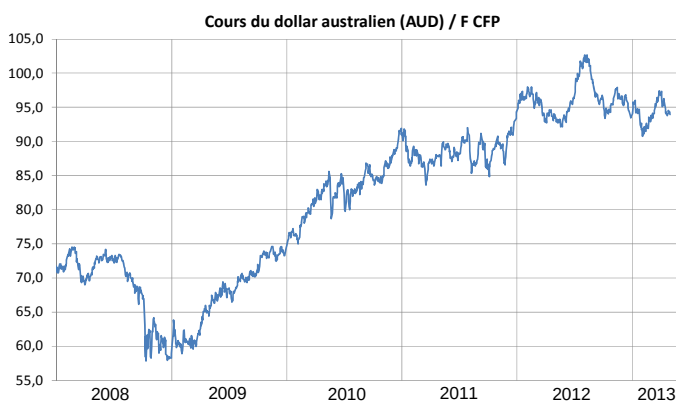
L'agence de notation Fitch Ratings a annoncé le 9 avril avoir abaissé d'un cran la note souveraine de la Chine en yuan, qui passe de AA- à A+. Fitch justifie sa décision par la forte augmentation du crédit bancaire, le poids de l'endettement public, ainsi que l'étroitesse relative de la base fiscale. La note souveraine en devises reste pour sa part inchangée à A+.



Australie : convertibilité directe entre le dollar australien et le yuan

A l'occasion du Boao Forum qui s'est tenu sur l'île de Hainan en Chine le 7 avril, le Premier Ministre australien a confirmé qu'un accord avait été signé, instaurant la convertibilité entre les devises australienne et chinoise sans passer par le dollar américain. Un fixing sera ainsi publié quotidiennement par la Banque Populaire de Chine (PBOC) sur le taux de change entre les deux monnaies.

Par ailleurs, dans le but de soutenir l'économie australienne, la Banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 7 mai, de baisser son taux directeur de 25 points de base, à 2,75 %.



Nouvelle-Zélande : une inflation de +0,9 % à fin mars 2013

A fin mars 2013, le taux d'inflation ressort à +0,9 % en glissement annuel. La hausse des prix est imputable essentiellement aux taxes d'accise sur le tabac, alors que les loyers ont augmenté modérément sur le trimestre.

La Banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 24 avril, de laisser son taux directeur inchangé à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Première coulée de nickel à l'Usine du Nord

La première coulée de nickel de l'Usine du Nord a eu lieu le 10 avril, après l'allumage du four électrique de la première ligne de production le 29 janvier. La montée en charge de la production de nickel est prévue sur deux années, en vue d'atteindre une capacité de 60 000 tonnes de nickel à la fin de 2014, avec un objectif intermédiaire de 15 000 tonnes pour l'année 2013.

Rencontre de délégations du Pacifique sur le développement durable

La première édition des Rencontres océaniques du développement durable, « Océania 21 meetings », s'est déroulée du 25 au 27 avril et ont réuni 9 délégations du Pacifique (Iles Cook, Kiribati, Tokelau, Tonga, Niue, Wallis-et-Futuna, Vanuatu, Iles Salomon et Nouvelle-Calédonie). Son objectif est de faciliter la formation d'orientations politiques convergentes et de permettre aux États océaniques de renforcer leur visibilité lors des sommets internationaux. Au cours de cette première rencontre, les représentants ont adopté et signé une déclaration finale intitulée « Aidez-nous à sauver Tokelau », État emblématique du Pacifique Sud exposé au risque de « migration climatique ».

Création d'une structure d'accompagnement des transferts de compétence

Une structure d'accompagnement des transferts de compétence a été installée le 18 avril par le Délégué général à l'Outre-mer. Elle sera dirigée par Jacques Wadrawane, ancien Secrétaire général adjoint du Haut-commissariat en Nouvelle-Calédonie. Cette structure, composée de représentants de l'ensemble des ministères concernés par les transferts de compétence, se voit attribuer trois missions : suivre les transferts de compétences déjà réalisés avec la mise en place d'une veille juridique ; proposer des solutions aux problèmes rencontrés par les transferts en cours ; identifier les difficultés pouvant apparaître lors des transferts futurs.

Interdiction de la pêche aux requins dans la ZEE

La pêche, la capture, la détention ou la commercialisation de toutes espèces de requins sont désormais interdits dans la Zone Economique Exclusive entourant la Nouvelle-Calédonie, qui représente 1,4 million de km². L'observation de requins préalablement attirés par de la nourriture (« shark feeding ») est également prohibée. Les atolls d'Entrecasteaux ont été, par ailleurs, classés en parc naturel en réponse aux exigences de protection du site enregistré au Patrimoine mondial de l'Unesco.

6^{ème} Comité de suivi sur le Partenariat avec l'Union Européenne

Le 22 avril, s'est déroulé à Paris le 6^{ème} Comité de suivi sur le Partenariat UE-PTOM, organisé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Quatre sujets ont été abordés durant cette rencontre : les ressources allouées aux PTOM pour le 11^{ème} FED, les programmes communautaires et les autres instruments d'aide extérieure, les négociations sur la Décision d'Association Outre-mer (DAO) ; les demandes prioritaires des PTOM.

Chantier du Médipôle

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est rendu sur le site du chantier du Médipôle de Koutio le 10 avril. Les travaux ont atteint 20 % d'avancement. La première phase de construction comprend la moitié de la partie hébergement (450 chambres) et du plateau technique (blocs opératoires, services d'urgence, de réanimation, d'imagerie...). Le Médipôle, d'un budget prévisionnel de 50 milliards de F CFP, devrait être livré en janvier 2016 pour une ouverture en juillet de la même année.

Bilan 2012 de la SIC

Le parc de la Société Immobilière Calédonienne représente 9 695 logements fin 2012, soit 76 % du parc total de logements sociaux et près de 40 000 personnes hébergées (près d'un Calédonien sur six). En 2012, 500 logements ont été livrés et 128 logements réhabilités. Le nombre de baux signés a augmenté de 68 % sur un an (résidence universitaire comprise). La SIC a investi 2 milliards de F CFP pour l'entretien de son patrimoine, dont 1,2 milliard pour l'entretien préventif.

Fusion du GIE NC-TPS et de l'Office du Tourisme

Le GIE NC-TPS (Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud) a fusionné avec l'Office du tourisme de la Province Sud et celui de Nouméa. L'objectif de ce regroupement est d'assurer, au sein du même organisme, la promotion interne et internationale de la Province Sud.

Contribution de solidarité

Le Gouvernement a fixé à 880 millions de F CFP, le montant de la contribution de solidarité versée à Enercal au 2^{ème} trimestre (arrêté n°2013-799/NC du 2 avril 2013). L'objectif de cette compensation est d'éviter une hausse du prix de l'électricité dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

Publications

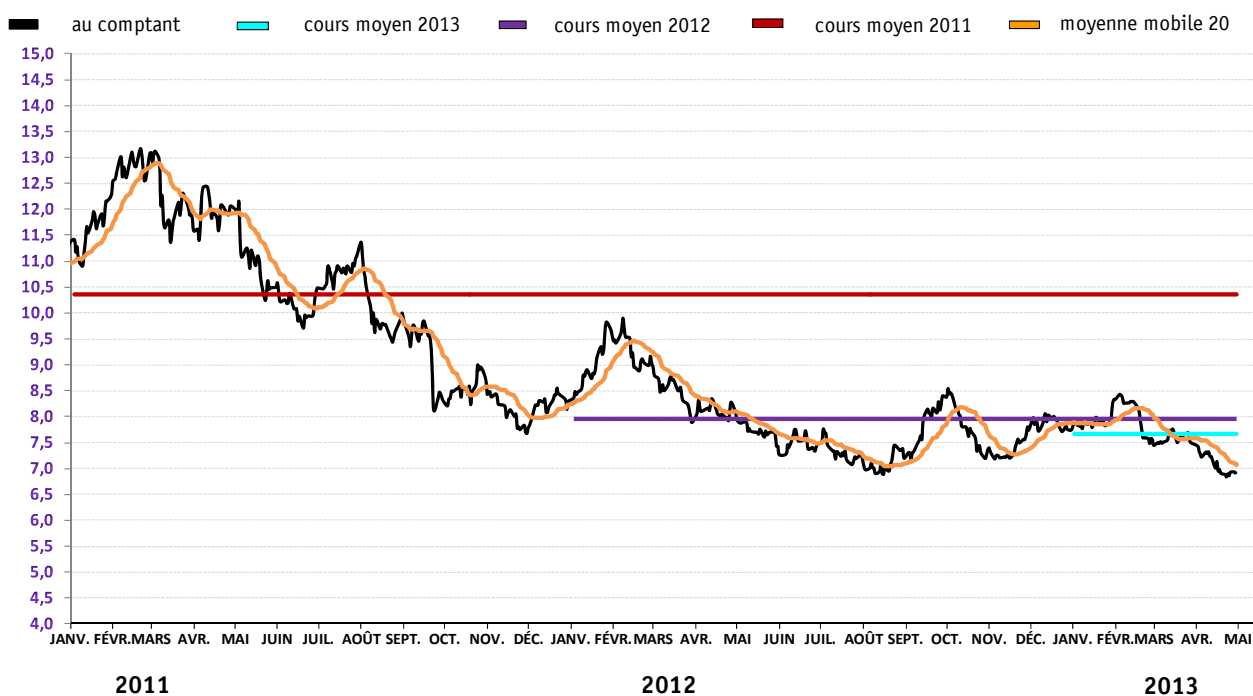
L'IEOM a publié :

- La Note Expresse NE n°94 - Premières tendances Nouvelle-Calédonie 1^{er} trimestre 2013
- L'Observatoire des Tarifs Bancaires d'avril 2013.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		avr.-13	104,9	0,3%	1,4%
Nombre de demandeurs d'emploi		mars-13	7 126	-0,5%	-3,5%
<u>COMMERCE EXTERIEUR</u> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mars-13	10 841	-18,5%	9,5%
	cumulées	mars-13	33 791	-	8,7%
Importations	mensuelles	mars-13	20 987	-12,8%	-2,1%
	cumulées	mars-13	70 481	-	-5,8%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<u>NICKEL</u>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre • Cours du nickel au LME en F CFP/livre • Exportations de minerai (en milliers de tonnes) • Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	avr.-13	7,09	-6,5%	-12,6%
		avr.-13	649	-7,0%	-11,7%
	cumulées	mars-13	218	-47,7%	-33,7%
		mars-13	833	-	1,0%
	mensuelles	mars-13	5 530	-1,6%	2,2%
		cumulées	mars-13	16 173	-
<u>TOURISME</u>					
• Touristes débarqués • Nuitées • Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa • Croisiéristes	mensuels	févr.-13	7 944	1,0%	-0,4%
		cumulés	févr.-13	15 810	-
	mensuels	janv.-13	50 085	-9,8%	-9,4%
		cumulés	janv.-13	50 085	-
	cumulés	janv.-13	53%	+2,7 pts	- 1,1 pt
		déc.-12	277 941	-	17,9%
<u>BTP</u>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes) • Index BT 21 (p) • IRL (p)	mensuelles	mars-13	10 831	3,7%	4,7%
		cumulées	mars-13	29 405	-
		avr.-13	101,44	0,1%	2,8%
		mars-13	118,53	0,2%	3,4%
<u>CREVETTES</u>					
• Exportations de crevettes (en tonnes) • Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-13	98	ns	145,0%
		cumulées	mars-13	166	-
	mensuelles	mars-13	150	ns	183,0%
		cumulées	mars-13	255	-
<u>COMMERCE AUTOMOBILE</u>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mars-13	556	8,2%	-11,2%
	cumulées	mars-13	1 658	-	-10,4%

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	mars-11	mars-12	mars-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	13 734	15 236	16 635	10,9%	9,2%
Dépôts à vue	238 142	238 664	255 666	0,2%	7,1%
Total M1	251 876	253 900	272 301	0,8%	7,2%
M2-M1	95 350	101 220	106 851	6,2%	5,6%
Total M3	530 052	536 018	596 860	1,1%	11,4%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-10	déc.-11	déc.-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	409 560	426 094	456 762	4,0%	7,2%
Ménages	362 904	390 944	403 923	7,7%	3,3%
Collectivités locales	48 478	56 975	60 060	17,5%	5,4%
Autres agents de CCB non ventilés	13 941	15 438	16 069	10,7%	4,1%
Total encours sain	828 571	889 450	936 813	7,3%	5,3%
Créances douteuses brutes	16 545	18 138	19 022	9,6%	4,9%
Total encours brut	845 116	907 589	955 835	7,4%	5,3%

Interdits bancaires

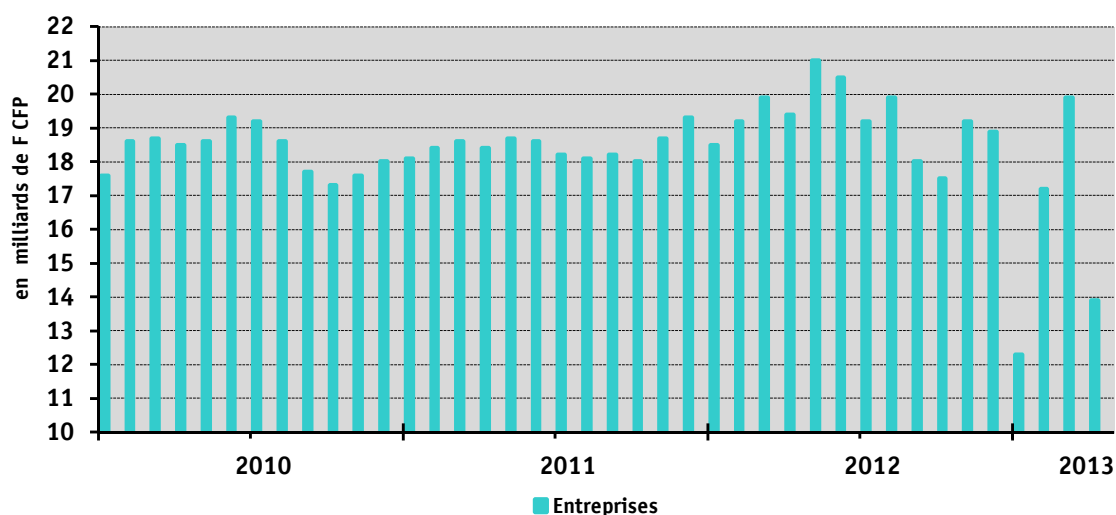
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	avr.-13	7 528	-0,4%	10,4%
	dont personnes physiques	avr.-13	6 700	-0,6%	10,6%
	dont personnes morales	avr.-13	828	0,7%	9,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	avr.-13	15 582	0,6%	6,5%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	avr.-13	5 161	-0,3%	12,0%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	avr.-13	13,9	-30,3%	-28,5%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	avr	103,38	104,86	1,4%
<u>Entreprises</u>				
nb d'entreprises (a)	mai	53 689	56 817	5,8%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mai	47 146	50 248	6,6%
créations d'entreprises	sept*	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept*	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	mars	29	16	-44,8%
redressements judiciaires (nb)	mars	20	18	-10,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	757	822	8,6%
ventes de ciment local (tonnes)	mars	29 032	29 358	1,1%
importations de ciment (tonnes)	mars	24	47	92,2%
total ciment (tonnes)	mars	29 057	29 405	1,2%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	dec*	30 637	33 795	10,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	mars	2 381	1 731	-27,3%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	798	979	22,7%
<u>Ménages</u>				
emploi salarié (nb)	dec*	86 723	85 875	-1,0%
dont secteur privé	dec*	62 696	61 305	-2,2%
dont secteur public	dec*	24 027	24 571	2,3%
demandes d'emploi de fin de mois	févr	7 496	7 164	-4,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr	7 136	6 787	-4,9%
chômeurs indemnisés	févr	1 757	2 065	17,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mars	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mars	6 070	6 738	11,0%
décisions retraits cartes bancaires	mars	911	807	-11,4%
incidents paiements sur chèques	mars	9 594	10 846	13,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	1 851	1 658	-10,4%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	mars	3 785	3 813	0,7%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	dec*	33 121	35 609	7,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	dec*	17 653	17 464	-1,1%
<u>Echanges</u>				
nombre de touristes	févr	17 092	15 810	-7,5%
nombre de croisiéristes	dec*	235 684	277 941	17,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	dec*	53,9%	52,8%	-1,1 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	avr	8,72	7,66	-12,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	avr	8,12	7,09	-12,6%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mars	825	833	1,0%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mars	4 619	3 763	-18,5%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mars	17 120	15 301	-10,6%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mars	25 185	17 825	-29,2%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mars	100	166	66,0%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mars	138	255	84,8%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mars	29 942	21 843	-27,0%
part de ces produits dans le total des exportations	mars	96,3%	64,6%	-31,7 pt
total des importations (M FCFP)	mars	74 841	70 481	-5,8%
total des exportations (M FCFP)	mars	31 089	33 791	8,7%
taux de couverture	mars	41,54%	47,94%	6,4 pts
recettes douanières (M FCFP)	mars	11 730	11 219	-4,4%
<u>Indicateurs financiers (M de FCFP)</u>				
Dépôts à vue	mars	238 664	255 666	7,1%
M1	mars	253 900	272 301	7,2%
M2	mars	355 120	379 152	6,8%
Dépôts à termes	mars	180 857	217 667	20,4%
M3	mars	536 018	596 860	11,4%
P1	mars	3 952	3 752	-5,1%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,49%	5,28%	-0,21 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,25%	4,53%	0,28 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,64 %	4,68 %	0,04 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	janv	6,79 %	7,65 %	0,86 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	dec*	907 589	955 835	5,3%
<u>Ménages</u>				
dont crédits à la consommation	dec*	390 944	403 923	3,3%
dont crédits à l'habitat	dec*	71 926	73 806	2,6%
<u>Entreprises</u>				
dont crédits d'exploitation	dec*	76 469	84 621	10,7%
dont crédits d'investissement	dec*	227 190	243 403	7,1%
dont crédits à la construction	dec*	109 372	113 487	3,8%
<u>Collectivités locales</u>				
dont d'investissement	dec*	56 975	60 060	5,4%
dont d'investissement	dec*	51 644	58 135	12,6%
<u>Autres agents de CCB non ventilés</u>				
Autres agents de CCB non ventilés	dec*	15 438	16 069	4,1%
créances douteuses brutes	dec*	18 138	19 022	4,9%
taux de créances douteuses brutes	dec*	2,0%	2,0%	0,0 pt
ensemble des actifs financiers	dec*	641 607	708 874	10,5%
<u>Ménages</u>				
Ménages	dec*	345 765	358 988	3,8%
Sociétés	dec*	208 888	247 280	18,4%
Autres agents	dec*	86 954	102 606	18,0%
dont assurances-vie	dec*	99 990	103 122	3,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2011/2012

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	02/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	02/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/05/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois			
	30/04/2013	31/03/2013	Var. M-1
EONIA	0,1020%	0,1120%	- 0,010 pt
EURIBOR 1 mois	0,1160%	0,1170%	- 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2070%	0,2110%	- 0,004 pt
EURIBOR 6 mois	0,3150%	0,3350%	- 0,020 pt
EURIBOR 12 mois	0,5100%	0,5470%	- 0,037 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle			
	30/04/2013	31/03/2013	Var. M-1
TEMPE	0,8190%	0,0702%	+ 0,749 pt
EURIBOR 1 mois	0,1180%	0,1180%	+ 0,000 pt
EURIBOR 3 mois	0,2090%	0,2070%	+ 0,002 pt
EURIBOR 6 mois	0,3240%	0,3300%	- 0,006 pt
EURIBOR 12 mois	0,5290%	0,5460%	- 0,017 pt
TMO	2,1000%	2,3100%	- 0,210 pt
TME	1,9000%	2,1100%	- 0,210 pt
TRBOSP	2,0200%	2,2700%	- 0,250 pt

taux de base bancaire		
	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,25%	31/12/2011
taux d'intérêt légal		
	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions	
EONIA:	Euro OverNight Index Average
TEMPE:	moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR:	EUR. InterBank Offered Rate
TMO:	taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME:	taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP:	taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

évolution des taux d'intérêt en fin de mois								
devise	USD			JPY			GBP	
date	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013	30/04/2013	31/03/2013
taux JJ	0,220%	0,180%	0,150%	0,106%	0,096%	0,094%	0,442%	0,600%
3 mois	0,400%	0,430%	0,420%	0,156%	0,161%	0,161%	0,570%	0,610%
10 ans emprunts phares	1,660%	1,870%	1,890%	0,600%	0,520%	0,670%	1,650%	1,770%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2013)

Crédits aux particuliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux fixe	5,43%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,29%
Prêts-relais	5,55%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,03%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,29%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	16,25%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,48%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Demier cours fin de mois		1 USD/XPF	91,2881	1 NZD/XPF	78,1376	1 HKD/XPF	11,7624	1 GBP/XPF	141,3381
100 JPY/XPF	93 7038	1 AUD/XPF	94 3409	1 SGD/XPF	73 9904	100 VUV/XPF	97 1774	1 FJD/XPF	50 9573